

TOURISME ET PATRIMOINE COMME UN MOTEUR DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

du 31 Mars au 2 Avril 2009

PALMA DE MAJORQUE (ÎLES BALÉARES-ESPAGNE)

Les ONGD des Îles Baléares (Espagne) «Voisins Sans Frontières» (VSF), «Collectif d'Éducation en Droits de la Personne Humaine et de Prévention Active de Conflits» (CEPAC) et «Solidarité avec les Peuples du Tiers Monde» (SOTERMUN), avec le soutien de l'Agence de Coopération Internationale des Îles Baléares (ACIB) et avec la collaboration des Écoles Universitaires du Tourisme et d'Hôtellerie de l'Université des Îles Baléares et du «Centre d'Études et Documentation Contemporaine (CEDOC) de ladite Université, ont organisé du 31 Mars au 2 Avril 2009 un forum sur «Le Tourisme et le Patrimoine comme un moteur du Développement en Afrique Subsaharienne».

A cette rencontre furent invités comme conférenciers en provenance:

a) de l'Afrique Subsaharienne:

- **du Burundi:** M. Albert Mbonerane, ancien ministre du Tourisme et actuellement président de l'ONG «Action Ceinture Verte pour l'Environnement» (ACVE), et M. Isaïe Mbonihankuye, représentant légal de VSF au Burundi;
- **de la Tanzanie:** l'Honorable Zitto Kabwe, député au Parlement national de la Tanzanie pour la province de Kigoma;
- **du Mali:** Mme Diarra Fatoumata Traoré, représentante du partenaire local des ONGD organisatrices et Coordinatrice du Réseau «Femmes Économistes du Mali» (REFEA) et Melle Fatimata Mohamed Diawara de l'Agence Avia Voyage.

b) de l'Île de Majorque:

- Dr. Sebastià Serra, directeur du Centre d'Études et de Documentation Contemporaine CEDOC de l'Université des Îles Baléares et professeur d'Histoire à ladite université
- Mme Antònia Ripoll, vice-directrice de l'École Universitaire d'Hôtellerie
- M. Miquel Seguí, secrétaire de l'École Universitaire de Tourisme des Îles Baléares.

- Mme Ulla Aneskog, déléguée aux Îles Baléares de différents Tour-opérateurs scandinaves
- M. Jaume Obrador, président de l'ONGD Voisins Sans Frontières
- Dr. Pere Salvà, professeur de Géographie Humaine à l'Université des Îles Baléares
- M. Mohamed, élève de l'Ecole Universitaire d'Hôtellerie des Îles Baléares
- M. Carmel Bonnín, ex-directeur du Centre d'Innovation et de Technologies Touristiques du Gouvernement des Îles Baléares (CITTIB)
- M. David Díaz, secrétaire général du syndicat USO aux Îles Baléares
- Mme M^{re} Magdalena Obrador, coordinatrice des programmes de formation de l'ONGD Voisins Sans Frontières
- M. Cristian R. Altaba, biologiste, fonctionnaire du Ministère de l'Environnement du Gouvernement des Îles Baléares et professeur au Département de Philosophie et de Travail Social de l'Université des Îles Baléares
- M. Joan Miralles et Mme. Antònia Rosselló, sociologues et auteurs de différentes études sur le tourisme.

Des contributions importantes ont été faites sur le sujet traité lors des trois journées qu'ont durées le Forum dont les constats et les recommandations furent les suivantes :

1.- CONSTATS

1.1.- Quant aux pays appauvris de l'Afrique Subsaharienne :

- a) L'analyse des expériences positives dans lesdits pays où le tourisme solidaire et durable a été mis sur pied est encourageante, surtout à partir de la réflexion sur les dangers du tourisme de masses et les avantages d'un tourisme respectueux avec les valeurs culturelles et environnementales des pays visités.
- b) Il y a encore en général des limitations pour générer un volume important de touristes dans ces pays à cause du manque d'installations adéquates et des commodités auxquelles les gens des pays plus développés sont habitués et des difficultés de déplacement et pour cela il faudra garantir davantage:
 - Communications aériennes stables, régulières et fréquentes
 - Attention sanitaire
 - Alimentation propre et sûre
 - Sécurité personnelle au niveau du terrorisme, de vols, de corruption...
 - Investissements en infrastructures basiques: eau potable, eau chaude, routes, signalisation des lieux d'intérêts touristiques,...

- Formation professionnelle du personnel au service des établissements touristiques, car le touriste lors qu'il arrive à l'hôtel ou à un restaurant exige d'être bien traité.
- c) Il faut y réaliser des petites expériences qui puissent servir de base d'analyse, de formation et d'apprentissage pour la population locale.

1.2.- Par rapport aux pays du Nord on a constaté:

- a) que les changements de ces dernières années dans le domaine du tourisme revêtent une intensité qui dépasse ceux s'étant produits au cours des dernières décennies dans ce secteur, changements qui vont avoir des impacts sur n'importe quelle destination touristique, car il s'agit de facteurs structurels :
 - multiplication et diversification de l'offre au niveau mondial
 - application des technologies de l'information au secteur touristique avec l'utilisation croissante surtout d'internet comme outil pour la promotion et la distribution des prestations touristiques
 - nécessité impérieuse que chaque destination incorpore de la valeur ajoutée à l'offre touristique (l'Afrique en possède par elle-même)
 - augmentation des voyages sans avoir recours à des spécialistes à cause de la libéralisation du transport aérien et des technologies de l'information
 - changement des attitudes du consommateur touristique intéressé de plus en plus par un tourisme plus actif et plus participatif, ainsi que par la culture et l'authenticité des pays visités
 - nécessité de combiner des paquets différents, mieux adaptés aux diverses catégories des touristes actuels (connaissance des zones humides et observation de leur faune et de leur flore, des fêtes, des traditions populaires, des visites guidées des endroits significatifs par les autochtones, tourisme rural, etc.).
- b) que la demande de tourisme solidaire et durable est encore minoritaire, mais que des expériences similaires sont de plus en plus nombreuses et appréciées par les personnes qui les réalisent ;
- c) qu'il faut essayer de bien préparer les groupes qui veulent vivre des expériences de ce genre avant leur départ en réalisant en particulier un travail de sensibilisation générale sur la consommation responsable dans ce domaine, à cause du manque de conscience d'un bon nombre de nos gens envers l'impact qu'un tourisme qui, sans être de masses, peut causer sur les zones visitées ;
- d) Il faut penser à un tourisme qui part de la perspective du respect des droits des individus et des collectivités, de l'identité, de la conservation du patrimoine culturel et environnemental et de la lutte contre la pauvreté ;

- e) Il ne faut pas oublier la nécessité d'une réflexion sur les valeurs et les attitudes des touristes qui vont entrer en contact avec les pays appauvris, ainsi que sur la responsabilité sociale corporative des entreprises et des investisseurs, car la lutte contre la pauvreté comporte le droit des personnes à une vie digne ainsi que la défense des droits économiques et sociaux des personnes et des peuples ;
- f) Il faut éviter également dans de telles expériences toute tentative d'une nouvelle déprédation des populations des pays appauvris, car le tourisme solidaire doit devenir réellement un moteur de développement desdits pays et non une nouvelle colonisation et une opération d'enrichissement des pays du Nord.

2.- RECOMMANDATIONS pour dynamiser le tourisme dans l'Afrique Subsaharienne :

2.1. Stimuler ses Gouvernants à :

- investir dans l'écotourisme, moteur du développement
- mettre en place des structures chargées de la formation des guides touristiques et de la gestion des infrastructures hôtelières
- développer des activités génératrices de revenus au profit des populations riveraines des sites touristiques ou des aires protégées, dans le but de leur démontrer que ces espaces peuvent leur être utiles en attirant les touristes
- organiser des campagnes de sensibilisation des investisseurs privés dans le secteur du tourisme, afin que soient construites des infrastructures équipées d'un confort acceptable pour les touristes sans pour cela être nécessairement luxueuses.
- développer des occasions d'échanges interculturels
- développer un tourisme qui préserve le paysage et l'environnement comme axe central et incontournable des politiques touristiques en garantissant le respect des normes environnementales.

2.2. Étant donné que, bien que les coûts dans les pays récepteurs soient en général moins élevés, le transport pour s'y rendre est lui en général plus coûteux, il faut donc adjoindre plus de valeur ajoutée à l'offre touristique : paysage, environnement, expériences uniques à vivre,... c'est-à-dire, un produit supérieur, une offre meilleure ou différente.

2.3. L'offre touristique doit générer plus d'emplois dans les pays récepteurs, car le développement touristique ne doit pas comporter l'enrichissement d'un petit nombre de personnes, car le tourisme doit être conçu comme un instrument de lutte contre la pauvreté.

Sachant que l'activité touristique peut devenir cruellement déprédatrice et sauvage, il faudra donc que les gouvernements et les autres institutions des pays

récepteurs prennent et garantissent des mesures législatives qui établissent les règles du jeu d'une façon claire et incontournable, fixant les limites des interventions pouvant avoir des conséquences environnementales ainsi que la proportionnalité du bénéfice pour les investisseurs, la majeure partie des bénéfices devant être réinvestis dans les dits pays afin que soient améliorées réellement les conditions de vie de leurs habitants.

2.4. Mettre sur pied des expériences touristiques solidaires ayant les objectifs suivants :

- Garantir à long terme un tourisme durable comme facteur de développement
- Garantir à moyen terme que le dépeuplement rural soit freiné et qu'un développement socio-économique de la région soit initié afin qu'elle puisse devenir une région avec un attrait touristique
- Fomenteur à court terme une activation de la demande, une amélioration des infrastructures basiques et une préparation des personnes dans les différents métiers liés au tourisme

2.5. Garantir les critères de gestion suivants :

- Planification de l'activité touristique suivant les principes de durabilité recueillis dans la Charte pour le Tourisme appuyée par l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT)
- Prendre des mesures de protection des espaces naturels et du paysage qui doivent conserver leur caractère.
- Définir les outils de gestion permettant de ne pas dépasser la capacité d'accueil des espaces monumentaux (patrimoine)
- Instaurer également des mesures de planification urbanistiques et stratégiques ainsi que de protection du secteur agricole afin d'éviter l'impact négatif des activités tertiaires.

2.6. Quant au rôle de la femme :

- il faut lui permettre de jouer pleinement le rôle qui lui revient dans la promotion du tourisme solidaire et durable : gardienne du patrimoine dans la plupart des communautés africaines, elle doit donc être étroitement associée à toute initiative relative à la dite promotion.
- étant également la principale utilisatrice de l'environnement, son implication dans le tourisme solidaire et durable permettra la préservation de la nature, de la culture et du patrimoine.
- elle doit être le guide pour faire découvrir sa culture aux touristes et être le moteur de l'inclusion culturelle nécessaire pour établir un partenariat fructueux entre les peuples.

- elle doit bénéficier du renforcement de ses capacités dans les domaines de l'accueil des touristes, et de l'hôtellerie, tout en respectant et en préservant sa culture.
- elle doit être en mesure d'assurer l'accueil des touristes dans un minimum de confort afin de rendre leur séjour agréable et leur donner ainsi l'envie de revenir ou de recommander le voyage vers ce lieu à d'autres personnes.
- elle doit être formée à cuisiner rapidement afin de proposer aux touristes les plats de son terroir dans des délais d'attente raisonnables.
- le tourisme solidaire et durable est un outil de valorisation de l'apport de la femme au développement de sa famille, de la communauté et de toute la nation.
- le tourisme solidaire et durable, avec son effet multiplicateur entraînera l'autonomisation économique de la femme, avec sa plus grande implication dans l'éducation de ses enfants et dans la santé de sa famille et de sa communauté, ainsi qu'avec sa plus grande participation dans l'augmentation des revenus de sa communauté.

Palma (Îles Baléares-Espagne), le 4 Avril 2009